La guerre des Six Jours, 50 ans après.

David Bensoussan

*L’auteur est professeur de sciences à l’Université du Québec*

C’était en 1967.

À cette époque, les pays arabes étaient divisés entre monarchies et républicains. L’Égypte s’attaquait à l’Arabie avec 37 000 troupes au Yémen. Le camp républicain était divisé entre deux idéologies se livrant à une compétition féroce pour diriger les destinées du monde arabe : les Nasséristes égyptiens d’une part et les Baathistes irakiens et syriens de l’autre.

Le 14 mai, le président égyptien Nasser fit entrer en grande pompe six divisions dans le Sinaï. Le 16 mai, il demanda le retrait des Casques bleus de la frontière israélienne. Le président de l’ONU U Thant, accepta de ce faire dans les 24 heures alors qu’en théorie elles auraient dû rester jusqu’à conclusion d’une paix. Le 22 mai, Nasser ordonna le blocus du détroit de Tiran, interdisant ainsi l’accès de la mer Rouge à Israël. Devant la perspective d’une guerre imminente, la Jordanie mit son armée sous le commandement unifié égyptien le 3 juin. L’Irak fit de même le 4 juin. Ces évènements se précipitaient alors que les harangues radiophoniques éclataient sur les ondes. Le cri « Égorgez les Juifs » était applaudi par des foules en liesse.

Cela faisait deux mois que la [pression augmentait](http://honestreporting.com/six-day-war-50th-anniversary-resource-primer/) au Moyen-Orient. Le pays d’Israël était mobilisé et occupé à creuser des tranchées et des fosses tombales en prévision d’une guerre imminente. La chaleur était torride dans la vallée du Jourdain. Armés de pelles et de pioches, les volontaires étudiants venus du monde entier et dont je faisais partie étaient positionnés en seconde ligne, occupés à creuser frénétiquement des tranchées jusqu’à en avoir les mains insensibles. Nous nous accordions un peu de répit le soir, au son de la guitare qui accompagnait nos chansons de Brel, Brassens, Joan Baez, Pete Seeger et Naomi Shemer.

Le conflit éclata le 5 juin.

La vitesse de la victoire étonna la planète entière, les Israéliens y compris. L’entrée à Jérusalem fut un moment d’une intensité indicible. Israël se retrouva en charge de territoires qu’elle proposa de retourner en échange d’une fin des hostilités et de la conclusion d’une paix. Le 1e septembre, la Ligue arabe réunie à Khartoum répondit par trois non : non à la paix, non à la négociation et non à la reconnaissance de l’État hébreu. Pour Israël, le fait que les grandes puissances n’aient pas respecté l’entente relative à la libre circulation dans le détroit de Tiran fut significatif : Israël ne pouvait compter que sur lui-même. Le 22 novembre, le Conseil de sécurité de l’ONU vota la résolution 242 à l’effet que le retrait de territoires conquis ne pourrait se faire que dans le cadre de frontières sûres et reconnues. Les territoires du Golan et ceux de Cisjordanie qui constituaient autrefois la Judée et la Samarie étant situés sur les hauteurs, des implantations furent établies en vue de mieux sécuriser la plaine côtière.

50 ans se sont écoulés.

L’Égypte et la Jordanie ont ratifié un traité de paix avec Israël. L’Égypte a récupéré la péninsule du Sinaï, mais la Jordanie déclara renoncer à la Cisjordanie qu’elle occupait depuis 1948. Les accords d’Oslo en 1993 avaient prévu un découpage graduel et négocié de ce territoire. Le retrait de la Cisjordanie en échange de la paix fut sur le point d’aboutir avec l’Autorité palestinienne en 2001 mais la recrudescence des assassinats suicide a paralysé le processus de paix. La bande de Gaza fut évacuée en 2005, mais le Hamas affilié à l’Iran puis aux Frères musulmans y a pris le pouvoir et refuse toute paix avec Israël. La frontière de Gaza avec l’Égypte et avec Israël est aujourd’hui strictement contrôlée par l’Égypte et par Israël.

Pour Israël, il y a trois options possibles : un retrait sans échange de paix, mais l’expérience de Gaza a été désastreuse ; le maintien d’un statu quo, soit celui d’un conflit de faible intensité tant que la paix ne sera pas garantie ; un retrait accompagné d’une paix avec des arrangements sécuritaires. Des possibilités d’état binational, de fédération israélo-palestino-jordanienne ou d’annexion sont parfois avancées. Or, l’enseignement de la haine et le fait que les auteurs d’attentats contre des populations civiles sont tolérés, et même récompensés par l’Autorité palestinienne endurcit les parties et éloignent la perspective de la paix. Par ailleurs, la gouvernance de l’Autorité palestinienne aurait besoin d’être grandement améliorée.

Un long chemin reste à faire.

50 ans ont passé et le Moyen-Orient est entré dans une phase de remous dont on ne voit pas l’issue. Après que les pays arabes aient fait la surenchère de la haine contre Israël pendant plusieurs décennies, le printemps arabe a finalement mis bien des pays arabes devant leurs responsabilités plutôt que de s’en prendre à des facteurs exogènes. Or, la Turquie du président Erdogan qui soutient la mouvance des Frères musulmans puis l’Iran ont pris le relais de ladite surenchère. Les appels à l’élimination d’Israël par l’Iran durcissent les positions et sont un autre facteur déstabilisant pour tout processus de paix.

Ce conflit complexe qui fait la une de la planète ne peut être compris sans une bonne connaissance de son évolution historique et sans comprendre le passé des minorités juives dans les pays arabes ou même au sein de la chrétienté. Il porte en soi des éléments de division mais aussi des espoirs d’unité des civilisations.

Lorsque nous chantions « *We shall overcome* » en 1967, nous étions loin de penser que le chemin vers la paix serait si long. Seule une paix des cœurs parviendra à rétablir la confiance entre les adversaires et à tempérer les inquiétudes.

L’importance de l’enjeu sécuritaire se comprend mieux lorsque l’on sait que la distance qui sépare Israël de l’ancienne frontière correspond au tiers de la longueur de la rue Sherbrooke à Montréal.